

Lutte contre les effets du changement climatique

La charboline, la solution lot-et-garonnaise ?

l'essentielle
Piloté par l'Association Climatologique de Moyenne Garonne, le programme européen « Risk Aqua Soil » rend ses conclusions aujourd'hui. Parmi elles des solutions originales sont avancées par des climatologues d'Agen, dont l'utilisation de la charboline. Explications.



Avant de recevoir les pluies de l'automne et de l'hiver, voici à quoi ressemblerait le fond du fameux lac de Causade, en Lot-et-Garonne, à la fin du mois d'août 2019.

en Lot-et-Garonne. « Notre but était de proposer des solutions acceptables par tous les acteurs du monde rural. Pour lutter con-

tre l'érosion, induite par les changements climatiques observés dans le département, avec des étés de plus en plus secs et chauds et des quantités de pluie très importantes en automne et en hiver. Cela conduit à un développement de l'érosion des sols. Pour y faire face, l'idéal serait d'assurer de meilleurs couverts végétaux, mais ce n'est pas forcément évident dans la

région. L'alternative revient alors à planter des haies ».

Des déchets verts pyrolysés pour lutter contre l'érosion

Ce matin, l'ACMG va défendre une solution plus originale encore, à en croire Julia James : « Avec l'ajout de matériaux comme la charboline dans la terre pour contre-carrier les effets de l'érosion en améliorant la rétention en eau dans les sols ». La charboline, ce sont des déchets verts pyrolysés qui sont placés dans des sortes de tranchées.

« C'est une technique très utilisée dans des pays du Nord comme la Suède. Elle a l'avantage de filtrer l'eau et de la rendre plus propre », se félicite la

chargée d'études en agroclimatologie et en sociologie. Cette dernière présentera également les résultats étonnants d'une étude qu'elle a menée auprès des agriculteurs et des maires du département à s'adapter au changement climatique.

« Les agriculteurs ne

veulent pas des subventions mais des solutions... »

« Aujourd'hui, 90 % des agriculteurs lot-et-garonnais disent s'adapter au jour le jour aux changements climatiques, mais, dans les faits, 30 % ont déjà trouvé des modes d'adaptation, en changeant de cultures par exemple, laissant de côté le maïs pour certains, en passant de la prune à la noisette pour d'autres ». Parmi les solutions que les agriculteurs attendent pour s'adapter aux évolutions du climat, certains seront surpris d'apprendre qu'ils ne font quasiment jamais appel à davantage de subventions. « Ils préféreraient avoir un meilleur accès à l'irrigation pour 60 % d'entre eux, de justes prix à la vente de leurs productions pour 20 % et des études de recherche et développement également pour 20 % », argue la chercheuse.

Il reste à espérer que les voies ouvertes et partagées ce matin par les partenaires du programme « Risk Aqua Soil » ne restent pas sans issue. Julia James se veut plutôt optimiste sur le sujet : « Un nouveau projet européen baptisé Triple-C est en cours de développement. Il doit permettre de capitaliser les projets européens réussis en matière de prévention et de gestion des risques liés au changement climatique. Cela passera notamment par une plateforme de mutualisation des pratiques. » Un

LES STATISTIQUES POUR LE PÉRIGORD-AGENNAIS

Principales demandes d'aides formulées par les personnes rencontrées (plusieurs possibles) :

- Loyer, factures d'énergie et d'eau : 58 % (+ 8 % par rapport à 2014 et 3 fois plus qu'au niveau national)
- Écoute, accueil, conseil : 33 %
- Alimentation : 22 %
- Mobilité : 15 % (2 fois plus qu'en 2014 et qu'au niveau national)

Type / composition des ménages : Femmes seules : 26 % (+ 30 % par rapport à 2014 et 40 % de plus qu'au niveau national)
Mères isolées : 25 %
Hommes seuls : 19 %
Couples avec enfants : 17 %
Couples sans enfants : 7 %
Pères isolés : 6 %

Âge de la personne de référence du ménage : Moins de 25 ans : 5 % (en diminution régulière et 40 % de moins qu'au niveau national)
25-49 ans : 52 % (en diminution régulière)
50-59 ans : 22 % (en augmentation régulière)
+ de 60 ans : 21 % (+ 35 % par rapport à 2014 et 40 % de plus qu'au niveau national)

Nationalité de la personne de référence : France : 81 % (+ 6 % par rapport à 2014 et 45 % de plus qu'au niveau national)
Autres (Maghreb, Afrique subsaharienne, Union européenne...): 19 %
Statut des étrangers hors UE : Statut accordé (provisoire ou définitif) : 40 %
Statut demandé en attente : 30 %
Détaché, sans papiers : 30 %

autre projet, intitulé ClimAlert, est aussi envisagé pour passer des études à l'application.
(1) Pour assister à la visioconférence finale du programme « Risk Aqua Soil », il faut s'inscrire sur le lien <https://riskaqua-soil.glideapp.io/>

La ressource en eau au cœur de la problématique agricole

Pour comprendre combien la ressource en eau est vitale pour l'activité agricole, il suffit d'écouter Julia James : « Ce fut très clair lors de mon étude, les agriculteurs n'y allaient pas par quatre chemins, beaucoup me disaient que s'il n'y a pas une meilleure irrigation à l'avenir, ils sont prêts à abandonner leur activité ». C'est la raison pour laquelle l'Association Climatologique de Moyenne Garonne se penche aussi sur la question. « Il y a des alternatives, comme la recharge des nappes phréatiques en eau de qualité filtrée, avance la jeune chercheuse. Il y a aussi les lacs de nouvelle génération, comme celui du Bourbon, à proximité de Castella. Il est composé en deux parties avec un premier bassin pour filtrer et un autre pour stocker l'eau ». Ces recherches sont pour le moins importantes car elles pourraient permettre de soutenir une souveraineté agricole et alimentaire française qui s'effrite chaque année davantage.

Baptiste Gay

Maladie, accident, handicap : 17 %
Isolement familial : 20 %
Décès d'un proche : 9 %

Ressources perçues par les personnes rencontrées (plusieurs possibles) : Salaire, revenu du travail : 22 %
Retraite, pension : 16 %
Allocations chômage : 15 %
Allocations familiales : 25 %
Allocations personnes handicapées : 11 %
Prestations logement : 67 %
RSA : 31 %

Situation face à l'emploi de la personne de référence : 24 % sont au chômage dont plus de 40 % sans droits reconnus
21 % en emploi mais la plupart en emploi précaire, à temps partiel, en intérim ou saisonnier
54 % en inactivité (impairtitude santé 15 %, (pré) retraite 15 %, absence de droit au travail 10 %, ...) : en hausse de 60 % par rapport à 2014

Situation des ménages face au logement : 90 % des personnes rencontrées disposent d'un logement stable (68 % au niveau national) : 33 % en location, dans le parc privé, 29 % en location, dans le parc social, 7 % en propriété
10 % des personnes rencontrées vivent en logement précaire (centre d'hébergement, famille, fams...)
15 % des personnes rencontrées vivent dans un logement dégradé, vériste voire insalubre

Quelques statistiques sur les revenus / difficultés financières des personnes rencontrées :

Si l'association aide ponctuellement à payer une facture (*), sa spécificité est avant tout de nouer une relation fraternelle. « Nous invitons ceux qui toquent à la porte à entrer dans une logique d'entraide, à devenir acteur du Secours Catholique. Certains bénévoles ont connu la galère ». Ils sont 500 au sein de 42 équipes locales et 45 lieues d'accueil.

« Est-ce que je renonce aux soins pour chauffer mon logement ? »

Deux pourcentages sautent aux yeux en lisant ce rapport (lire notre encadré). 26 % de femmes seules (+ 30 % par rapport à 2014 et 40 % de plus qu'au niveau national) demandent de l'aide. 21 % de plus de 60 ans (+ 35 % par rapport à 2014 et 40 % de plus qu'au niveau national) sont dans la même démarche. « C'est à l'image de notre population qui est plus âgée que la moyenne nationale, commente le délégué. Les jeunes fuient le 47 pour vivre à Toulouse ou Bordeaux ». Il cite aussi le cas de ces mères isolées avec deux enfants à charge. Elles

Suite à la propagation du Coronavirus et par mesure de prévention, La Boutique Solidaire du Secours Catholique sera fermée jusqu'à nouvel ordre



Comme au printemps dernier, la Boutique solidaire du Secours Catholique est fermée à Agen car tous les commerces de vêtements sont fermés. L'aide vestimentaire d'urgence est toujours active et l'accompagnement des personnes en situation de précarité se poursuit / DDM

« Je me nourris ou je paie ma facture ? » ; « Est-ce que je renonce aux soins pour chauffer mon logement ? ».

Cédric Barennes souligne l'année du rapport : « 2019, avant la crise ». Il est inquiet. « La crise sa-

nitaine, dit-il, avec les conséquences sociales, révèle une faille de notre système de protection sociale. Les 18-25 sont exclus du RSA ».

SOLIDARITÉ. Le rapport statistique annuel de l'association a été publié

Le Secours Catholique demande un revenu minimum garanti automatique

Le rapport statistique annuel du Secours Catholique vient de sortir. À la tête de la délégation du Périgord-Agenais, Cédric Barennes le décrypte et explique pourquoi l'association demande « un revenu minimum garanti inaliénable et sans contrepartie ».

Ils m'ont dit que vous pourriez faire quelque chose pour moi ». En Lot-et-Garonne comme ailleurs, le chemin sinueux et silencieux qui mène au Secours Catholique est connu. Un passage à la mairie, une rencontre avec une assistante sociale... « 92 % des personnes sont envoyées par les services sociaux », pointe Cédric Barennes, délégué du Secours Catholique depuis juin 2017. L'association couvre le Périgord-Agenais (Dordogne et Lot-et-Garonne, donc), 10 000 personnes en situation de précarité ont été rencontrées en 2019 dans ce territoire.

Depuis plus de 20 ans, le Secours Catholique publie un rapport statistique annuel. Celui de 2019 vient de sortir. Pour le Périgord-Agenais, les statistiques ont été élaborées à partir de 830 dossiers. « Nous ne sommes pas l'Insee,

avec deux enfants à charge. Elles

Le Secours Catholique demande